

y ont été ou qui pourront y être apportées continuent de s'appliquer à madame Marie-Claude Rioux comme sous-ministre adjointe du niveau 2;

QUE monsieur Lambert Didier Toni, sous-ministre adjoint au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, administrateur d'État II, soit nommé sous-ministre adjoint au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, aux mêmes classement et traitement annuel à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées continuent de s'appliquer à monsieur Lambert Didier Toni comme sous-ministre adjoint du niveau 1.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78558

Gouvernement du Québec

Décret 1707-2022, 9 novembre 2022

CONCERNANT la nomination de madame Catherine Ferembach comme sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine au ministère des Relations internationales et de la Francophonie

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Catherine Ferembach, sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Éducation, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre associée chargée du Secrétariat à la condition féminine au ministère des Relations internationales et de la Francophonie, aux mêmes classement et traitement annuel à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées s'appliquent à madame Catherine Ferembach comme sous-ministre associée du niveau 1.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78559

Gouvernement du Québec

Décret 1708-2022, 9 novembre 2022

CONCERNANT la nomination du forestier en chef et sous-ministre associé et de sous-ministres associés au ministère des Ressources naturelles et des Forêts

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE monsieur Louis Pelletier, forestier en chef et sous-ministre associé engagé à contrat au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, soit engagé à contrat pour agir à titre de forestier en chef et sous-ministre associé au ministère des Ressources naturelles et des Forêts à compter des présentes, pour la période s'échelonnant du 9 novembre 2022 au 21 février 2026;

QUE le contrat d'engagement annexé au décret numéro 1114-2020 du 28 octobre 2020 continue de s'appliquer à monsieur Louis Pelletier en faisant les adaptations nécessaires;

QUE monsieur Alain Sénéchal, sous-ministre associé au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, administrateur d'État II, soit nommé sous-ministre associé au ministère des Ressources naturelles et des Forêts, aux mêmes classement et traitement annuel à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées continuent de s'appliquer à monsieur Alain Sénéchal comme sous-ministre associé du niveau 2;

QUE madame Lucie Ste-Croix, sous-ministre associée au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre associée au ministère des Ressources naturelles et des Forêts, aux mêmes classement et traitement annuel à compter des présentes;

QUE les Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007 et les modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées continuent de s'appliquer à madame Lucie Ste-Croix comme sous-ministre associée du niveau 2.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

78560